

CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT

**Améliorer les effets structurants du secteur des ressources minérales dans les pays de la
Communauté économique d'Afrique centrale**

Atelier régional
Brazzaville, République du Congo
28 au 30 septembre 2016

Participation de la société civile dans le secteur minier et pétrolier au Tchad

par

Dr Antoine Doudjidingao, Economiste, Consultant national, CNUCED

Les opinions exprimées sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement les points de vue de la CNUCED.

PROJET « AMELIORER LES LIENS DE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR DES RESSOURCES₂
MINERALES DANS LES PAYS DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE D'AFRIQUE
CENTRALE »

ATELIER RÉGIONAL

SESSION 6:

THÈME 3: Participation de la société civile dans le secteur minier et pétrolier au Tchad

Par:
Dr DOUDJIDINGAO Antoine
Economiste
Consultant national_UNCTAD

UNCTAD

Brazzaville, du 28 au 30 septembre 2016

Plan de la présentation



Introduction

I. Justification de l'intervention des OSC

II. Cartographie des OSC du secteur minéralier au Tchad

III. Intervention de la société civile: modes d'action et état des lieux

Conclusion

Introduction

- Quelques dates importantes

1962

- **Début des recherches**

- Convention de recherches avec SAPHYR PETROLEUM/ PETROPAR (branche d'ELF)
- En 1966: résultats négatifs

1971

- Permis à CONOCO
- Résultats positifs
- Entrée de SHELL dans un consortium avec CONOCO

1973

- Premiers puits par CONOCO à Doba et
- 18 Décembre 1973: inauguration par le premier président tchadien Ngarta Tombalbaye

1976

- Entrée d'ExxonMobil et Chevron dans le consortium avec SHELL et CONOCO

1992

- Entrée de Elf Aquitaine dans le consortium et début de négociation entre la Banque Mondiale, le Cameroun pour le financement du projet pétrolier tchadien

1996

- **Signature de l'accord de construction du pipeline Tchad-Cameroun (1070km)**

Début de l'intervention des OSC dans le projet pétrole au Tchad

2000

2003

- Vote du financement du projet par la Banque Mondiale
- Ouverture de la première vanne du pétrole tchadien

Introduction

Architecture du projet pétrolier de Doba

- *L'implication de la BM se manifeste par l'octroi de :*
 - ☺ Deux prêts BIRD au Tchad (39,5 millions de \$US) et au Cameroun (53,4 millions de \$US) pour permettre leur participation aux sociétés d'exploitation de l'oléoduc TOTCO et COTCO ;
 - ☺ 3 prêts IDA pour le Renforcement des Capacités du Tchad via le projet Gestion de l'Economie à l'Ere Pétrolière (GEEP) (17,5 millions de \$US) puis le programme de renforcement des capacités du Tchad (23,7 millions de \$US) et du Cameroun (5,77 millions de \$US) ;
 - ☺ Prêts commerciaux de la SFI, leader des prêteurs privés, au Consortium (200 millions de \$US à COTCO et TOTCO).
- *Les acteurs contractuels du projet pétrolier de Doba sont constitués par :*
 - ☺ 2 États (Tchad et Cameroun),
 - ☺ 1 Consortium de multinationales privées (ExxonMobil-Petronas-Chevron),
 - ☺ 2 agences publiques de financement (GBM et BEI) et des financiers privés

❖ **Et la place de la société civile?**

I. Justification de l'intervention des OSC


- Début de la période démocratique au Tchad: les OSC manquaient de confiance en les institutions publiques (nouvellement établies au Tchad en 1990)
à:
 - Assurer le suivi efficace des impacts du projet
 - Utiliser les revenus pour lutter contre la pauvreté
 - 👉 **Demande d'un moratoire de 2 ans par la société civile et refus par le gouvernement: le sera donc réalisé!!!**
- ✍ Constituer une alternative au contrôle des institutions publiques pour assurer le suivi économique et environnementale du projet pétrolier

II. Cartographie des OSC du secteur minéralier au Tchad

CPPN, CPPL
RESAP/MC
CACOD/LOR
ADICAM
EPOZOP,


Structures régionales

 Suivi des activités sur le terrain

 Plaidoyer auprès des acteurs

•Coalition nationale
PCQVP
•Réseaux de base

Structures nationales

 Plaidoyer et pression auprès des acteurs

II. Cartographie des OSC du secteur minéralier au Tchad

Recherche-action

Thin-Thank

GRAMP/TC



**Structures nationales
de recherches action**

✍ Documentation des dossiers par les études et la recherche-action

✍ Suivi budgétaire

✍ Monitoring environnemental et social

✍ Monitoring budgétaire par les CSB dans 17/23 régions

III. Intervention de la société civile: modes d'action et état des lieux

A. Collecte des données sur les contrats (1988 et 1995), les standards sociaux et environnementaux de la BM et les 1^{ère} données de l'EIE

✌ Analyse du rapport de l'EIE : mise en évidence des points de clivage notamment sur la méthodologie et l'absence de base de données zéro

B. Recherche de partenariat avec les OSC du Cameroun, du Nigéria, d'Europe et des USA

III. Intervention de la société civile: modes d'action et état des lieux

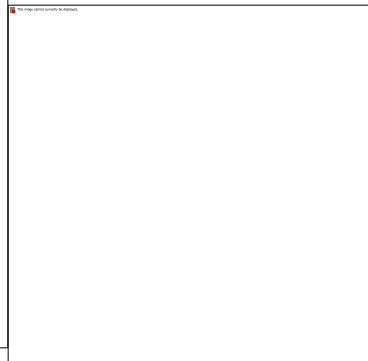
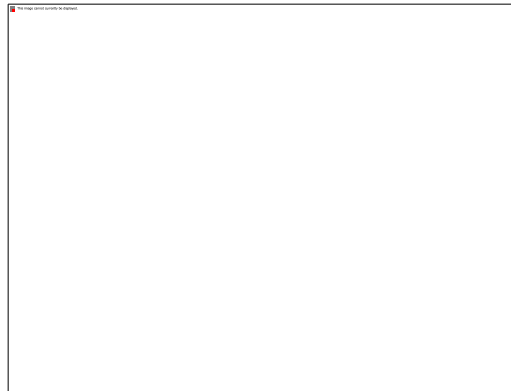
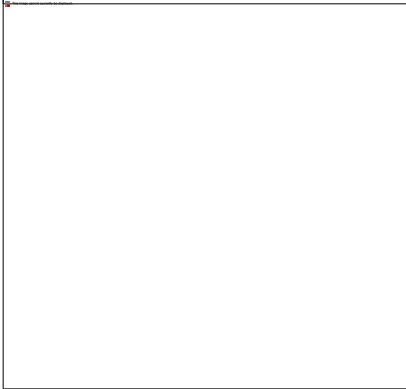
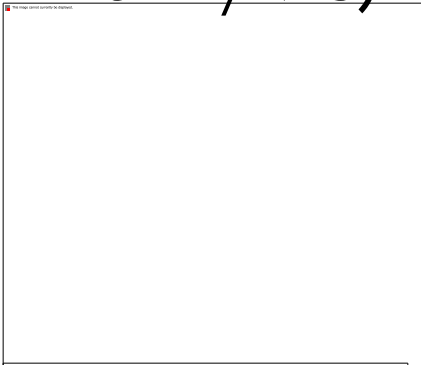
C. Plaidoyer en faveur de:

- ✌ *La loi sur la gestion des revenus pétroliers*
 - 👍 La loi 001 /PR/1999 a été votée le 11 janvier 1999
- ✌ *Le relèvement du taux d'indemnisation et de compensations des populations riveraines*
 - 👍 Les taux de compensation des arbres fruitiers, des sites culturels, défensifs (sites initiatiques et rituels, des mares sacrées, des églises, des tombes ou cimetières, des sites archéologiques)
 - 👍 La modification de la loi 001 /PR/1999
 - ✌ 2006: la loi a été modifiée, la Banque Mondiale s'est retirée du projet, les institutions mises en place démantelées, remboursement anticipé des prêts IDA/BM par le Tchad (\$500m US)

III. Intervention de la société civile: modes d'action et état des lieux



Nouvelle plainte des organisations paysannes de la région productrice (Doba) au Conseil Médiateur Ombudsman (CAO) pour l'application des Directives de la BM en 2011 soutenue par 5 OSC (GRAMP/TC, ROSOC, CPPL, CPPN et RESAP/MC)



III. Intervention de la société civile: modes d'action et état des lieux

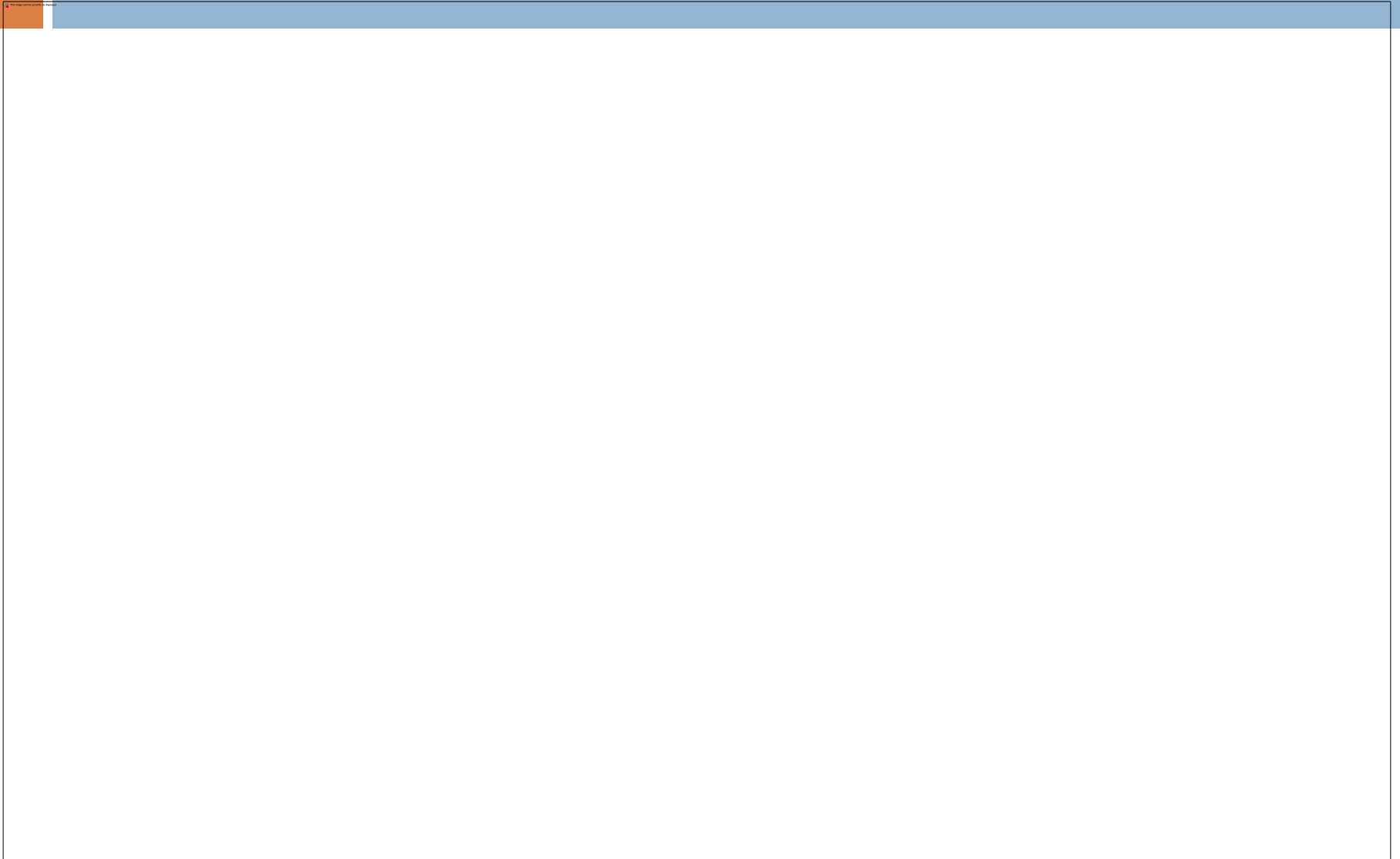
L'adhésion au processus ITIE en 2007

- Les OSC sont représentées au haut comité national de l'ITIE
- *2010: le Tchad est devenu « pays candidat »*
- *2014: le Tchad est devenu « pays conforme » au critères de l'ITIE*

III. Intervention de la société civile: modes d'action et état des lieux

D. Travail budgétaire: Faire du budget un véritable instrument de dialogue social

III. Intervention de la société civile: modes d'action et état des lieux



Favoriser la répartition juste et équitable des ressources pétrolières: Faire du budget de l'Etat, un repas national servi par le Ministère de Finances et du Budget, restaurateur national aux convives qui sont les citoyens

**Mangez la patate
d'abord et la
viande après**

**Et moi, quand
aurais-je ma
part?**

**Eh les gars, regardez la
fourchette de viande
qu'on m'a donné**

III. Intervention de la société civile: modes d'action et état des lieux

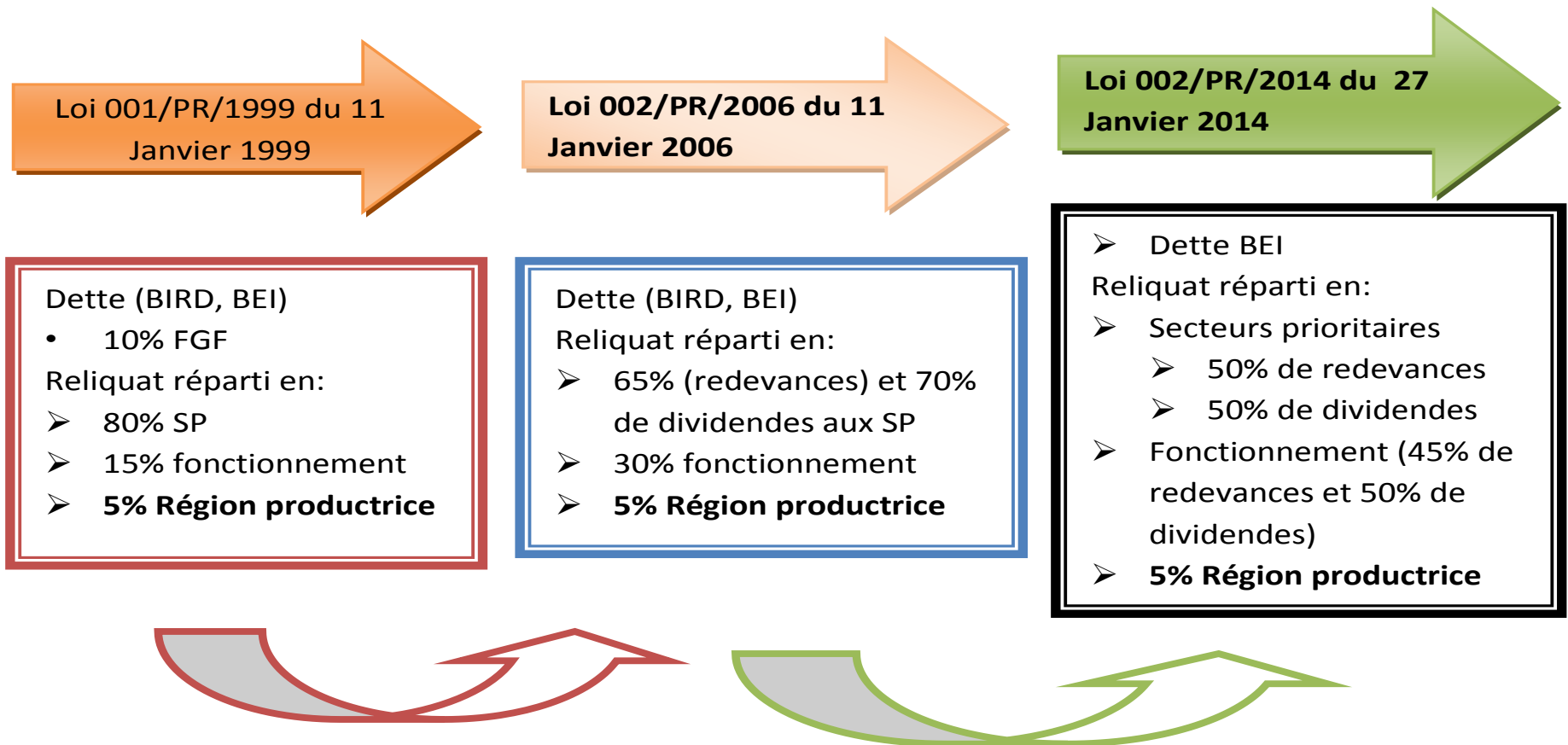
E. Renforcement des capacités de ses membres pour jouer un rôle proactif par:

- 👍 Renforcement des capacités des acteurs à lire et comprendre le budget de l'État
- 👍 Renforcement de l'information sur le processus budgétaire :
 - 👍 collecte, analyse et dissémination des informations budgétaires
 - 👍 Information, sensibilisation et conscientisation des populations et des acteurs publics et privés sur la participation citoyenne et l'efficacité des politiques publiques

F. Renforcement de l'expertise et du réseau local de la société civile pour constituer une force de proposition:

III. Intervention de la société civile: modes d'action et état des lieux

- Depuis lors, la loi sur la gestion des revenus pétroliers a subi 4 modifications






III. Intervention de la société civile: modes d'action et état des lieux

- 👉 **Quelques impacts du rôle joué par les OSC dans le secteur minéralier au Tchad:**
- 👉 Débats ouverts sur les budgets publics et communaux et existence d'un espace de discussion avec les acteurs publics
- 👉 Les OSC sont considérées par l'Etat comme partenaires même si...
- 👉 Renforcement des réseaux locaux et nationaux (Mise en place des Comités de défense des intérêts communautaires-CDIC, Leaders Communautaires Parajuristes (LCPJ), Comités de Suivi Budgétaire couvrant 17 régions sur 23)
- 👉 Implication des OSC aux différentes initiatives gouvernementales (élaboration des politiques publiques: SNRP I&II, PND, Vision 2030, ITIE? Collège de Contrôle et de Surveillance des Revenus pétroliers, etc.

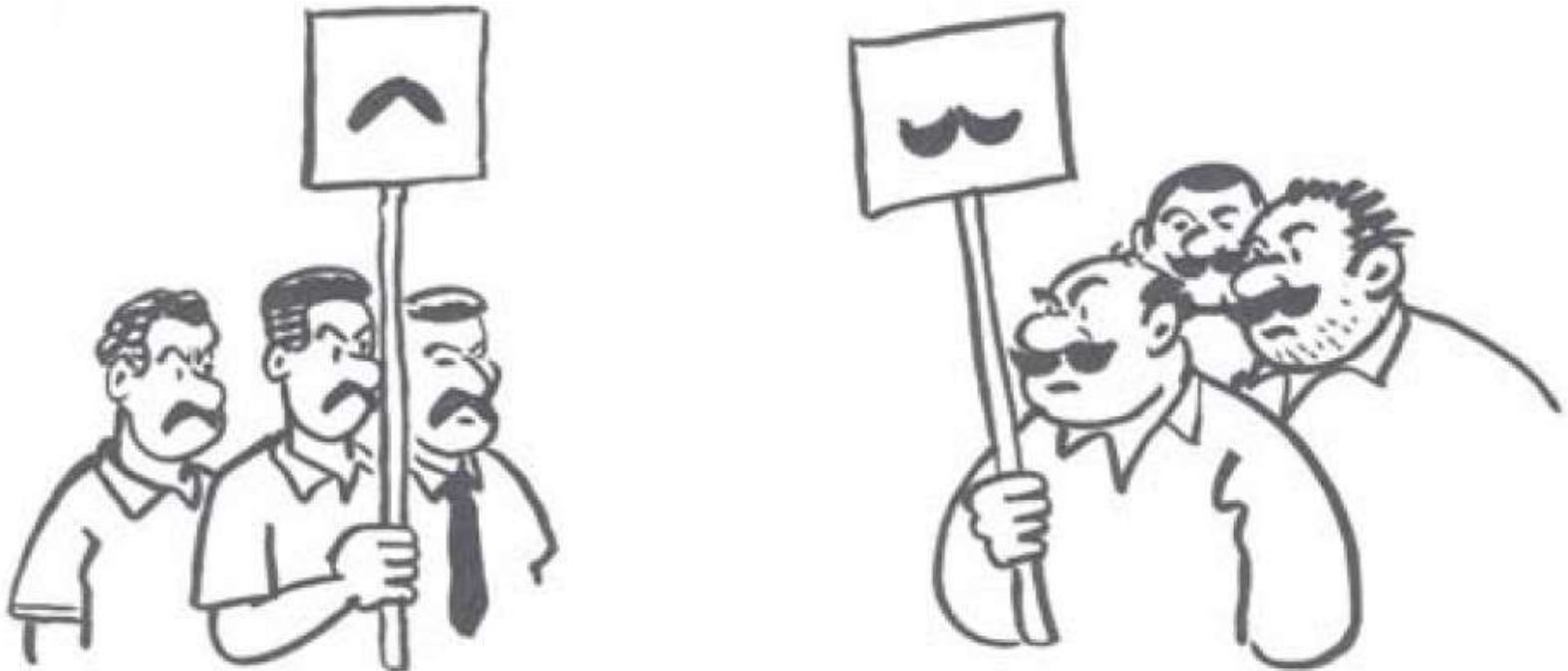
III. Intervention de la société civile: modes d'action et état des lieux

Renforcement du dispositif de suivi du projet par la Banque Mondiale par la mise en place du:

-  Comité Technique National de Suivi et de Contrôle des aspects environnementaux et sociaux du projet (CTNSC)
-  Groupe International Consultatif (GIC)
-  Groupe Externe de Suivi de la Conformité Environnementale (ECMG)

III. Intervention de la société civile: modes d'action et état des lieux

- 👉 **Oppositions de forme entre OSC:** intérêts individuels, existence des fausses OSC prenant le contre-pied systématique des autres



III. Intervention de la société civile: modes d'action et état des lieux

- 👍 Contexte de l'intervention des OSC:
 - 👍 Implication et présence de la BM et appui des partenaires du nord
 - 👍 Disponibilité de l'information
 - 👍 Renforcement des capacités techniques et financières
 - 👍 Relais des informations au niveau international (Revenue Watch, PWYP, Intermon Oxfam, Fondation SWISSAID, Secours Catholique, Catholic relief services-CRS, Union Européenne, Miserior-Allemagne etc.)
 - 👍 Ouverture de l'espace et existence d'un environnement politique favorable aux débats publics
 - 👍 Cohésion autour des intérêts communs
 - 👍 La plupart des Organisations les plus actives sont issues des zones d'activités pétrolières

III. Intervention de la société civile: modes d'action et état des lieux

Grands défis

- ***L'instabilité institutionnelle***
- ***L'accès à l'information publique***
- ***La participation des citoyens dans le processus budgétaire***
- ***La pérennité des actions des organisations (CPPN, CSB, CACODE/LOR, etc.)***
- ***Recul de l'appui des partenaires aux OSC***
- ***Confusion actions citoyennes, actions politiques***

Conclusion

quelques leçons à retenir

- Le projet pétrolier tchadien est l'un des plus gros en Afrique subsaharienne et un des plus polémiques dont l'objectifs est, pour le Tchad:
 - ▣ Négocier un contrat équitable avec un partenaire plus puissant en moyens et en capacités ; et acceptable par l'opinion nationale et mondiale dans le partage de la marge entre bénéfices de l'entreprise et revenus de l'État ;
 - ▣ Obtenir les retombées maximales de travail et d'affaires profitant aux nationaux en phase de construction comme en phase d'opération ;
 - ▣ Savoir utiliser les retombées financières du projet commercial du Consortium comme levier pour le développement et la réduction de la pauvreté ;
 - ▣ Assurer une gestion rationnelle et avisée des deniers publics dans un pays habitué par l'instabilité à des procédures d'exception et peu formalistes.

Conclusion

quelques leçons à retenir

- 👍 Incompréhensions, manque de confiance et divorce partiel entre la Banque Mondiale et le Tchad:
 - 👍 *Or, un véritable partenariat implique un accord sur des objectifs communs voulus par les deux parties, qui tient compte des préoccupations de chacune*
- 👍 La forte implication de la société civile internationale et surtout locale dans le suivi du Projet depuis sa phase préparatoire a permis d'influer sur sa conception et sa mise en oeuvre pour faire valoir les droits des populations hôtes et dénoncer les abus.

Conclusion

quelques leçons à retenir

- 👍 Malgré les difficultés et parfois malmenée par des autorités agacées, la Société Civile a fait progresser le droit de contestation et a progressé elle-même en évoluant d'une « critique pure » vers une « critique constructive » du Projet pétrolier et minier au Tchad
- 👍 **Ces leçons tirés du projet de Doba ont servi aux différents autres projets de la CNPC, Glencore et autres acteurs du secteur**

Quelques leçons à retenir



Quelques leçons à retenir



V. Conclusion

quelques leçons à retenir



V. Conclusion

quelques leçons à retenir



**Memerci de votre
aimable attention**

شكرا جزيلا لكم